

# Dermatologues : pourquoi la pénurie n'épargne personne

Alors que les délais de rendez-vous en cabinet continuent de s'allonger, en raison d'un manque croissant de spécialistes, l'hôpital est en première ligne pour absorber l'afflux de patients. Quand ces derniers ne tentent pas leur chance de l'autre côté de la frontière belge.

PAR SÉBASTIEN BERGÈS  
sbergès@lavoixdunord.fr

HABITER.

## → Les galériens du rendez-vous

« Aucune dispo », « aucune dispo », « Rendez-vous réservé aux patients déjà suivis », « aucune dispo »... Mesurer la pénurie de dermatologues est à la portée du premier venu : il suffit de chercher une consultation sur Doctolib. Un projet voué à l'échec. « Il est de plus en plus difficile d'avoir un avis de spécialiste, et la dermatologie est l'une des spécialités les plus en difficulté », résume Philippe Modiano, le chef du service dermatologie de l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul à Lille, qui exerce aussi en cabinet à Tourcoing. Le constat ne date pas d'hier, et n'est pas propre à la métropole lilloise.

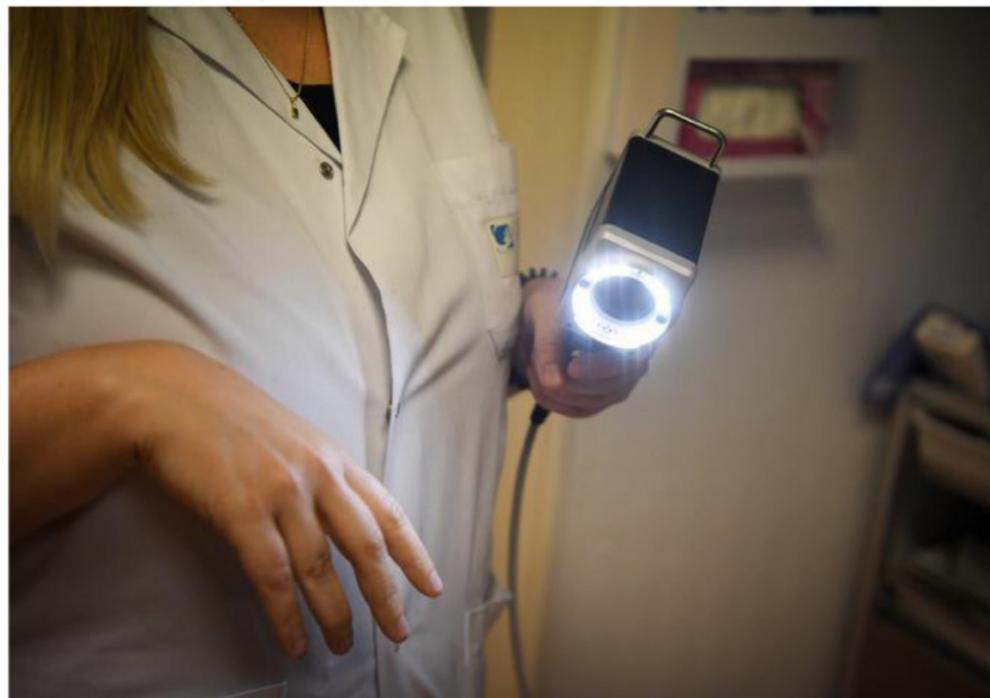
### LE NORD SOUS LA MOYENNE NATIONALE

Mais avec une densité de 3,1 dermatologues libéraux pour 100 000 habitants, selon les données 2022 de l'Assurance maladie, le Nord est sous la moyenne nationale, déjà faible (3,7). Et la situation est de plus en plus aiguë. Des délais d'attente de cinq ou six mois ne sont plus l'apanage des secteurs reculés. « La tension est palpable au quotidien, témoigne Delphine Staumont-Sallé, dermatologue au CHU de Lille. Cette difficulté à obtenir des rendez-vous crée de la souffrance chez les patients, mais aussi chez les professionnels de santé. » ■



Laurent Mortier et Delphine Staumont-Sallé, dermatologues au centre hospitalier universitaire de Lille.

« Cette difficulté à obtenir des rendez-vous crée de la souffrance chez les patients, mais aussi chez les professionnels de santé. »



Les tensions autour de l'accès à la dermatologie libérale ne sont plus l'apanage des secteurs reculés, et se répercutent sur l'hôpital.

PHOTO PIERRE ROUANET

## → Les raisons de la pénurie

La dermatologie a beau être l'une des spécialités les plus demandées par les étudiants en médecine, le nombre de dermatologues a plongé de près de 9 % entre 2012 et 2023 en France, et de 8 % dans le Nord. Les nouveaux diplômés ne sont pas assez nombreux pour combler les départs à la retraite des générations du baby-boom.

« Le numerus clausus n'a pas suivi les besoins, qui augmentent du fait notamment du vieillissement de la population », note le Pr Modiano. Le numerus clausus, qui limitait le nombre d'étudiants autorisés à passer en deuxième année de médecine, a été officiellement supprimé en 2021. « Mais il persiste, dans les faits, en raison des limites de nos capacités de formation, nuance le Pr Laurent Mortier, le chef du service dermatologie du CHU de Lille. Au CHU, on a doublé le nombre d'internes accueillis chaque année, pour arriver à sept. On est l'un des plus gros centres de formation du pays, on fait notre part. Mais on ne peut pas faire plus. »

### CHANGEMENT DES MENTALITÉS

Les médecins interrogés pointent aussi le changement des mentalités de leurs confrères fraîchement diplômés, au diapason de l'ensemble de la société : « Un médecin qui débute aujourd'hui ne fera pas le volume horaire d'un médecin qui part à la retraite. » ■



Le nombre de dermatologues a plongé de près de 9 % entre 2012 et 2023 en France, et de 8 % dans le Nord. PHOTO ARCHIVES PIERRE ROUANET

### NOUVELLE FORMATION... DÉJÀ COMPLÈTE

C'est nouveau, ça vient de sortir : un diplôme de dermatologie en médecine générale, proposé depuis l'an dernier par la faculté de médecine de l'université catholique de Lille. « Ça permet aux généralistes de traiter des pathologies de première ligne », explique le professeur Philippe Modiano, qui enseigne à la Catho. Signe de l'attente forte des professionnels de santé, la formation affiche déjà complet pour les deux prochaines années. De quoi soulager un peu les agendas des dermatologues dans les secteurs en tension... à condition d'avoir accès à un médecin généraliste.

## → L'ombre de la médecine esthétique

La dermatologie esthétique ? « Tout le monde en parle », concède le Pr Mortier. Et le grand public a tôt fait d'établir un lien de cause à effet entre le développement de ces activités lucratives (comblement de rides, épilation laser...) et les difficultés à décrocher des rendez-vous pour une poussée d'eczéma. Mais gare aux raisonnements à l'emporte-pièce, préviennent les médecins interrogés. « Oui, certains dermatos en font, et une poignée en font vraiment beaucoup,

convient Laurent Mortier. Mais ce n'est pas cela qui freine l'accès aux soins. En tout cas pas dans notre région. » Philippe Modiano abonde : « Cela reste peu développé dans le Nord. » Surtout, comme son homologue du CHU, il appelle à ne pas jeter l'opprobre sur la dermatologie : « Toutes les spécialités peuvent le faire. Même les neurologues ! » Une allusion à la reconversion, très commentée, de l'ancien ministre de la Santé Olivier Véran dans la médecine esthétique. ■

« Cela reste peu développé dans le Nord. Toutes les spécialités peuvent le faire. Même les neurologues. »

PHILIPPE MODIANO



Philippe Modiano est dermatologue à l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul de Lille, et membre du CHICL. PHOTOS FLORENT MOREAU

## → L'hôpital en première ligne

Faute de rendez-vous en libéral, les patients n'ont guère d'autre choix que de frapper à la porte de l'hôpital – quand ils ne renoncent pas tout bonnement à se soigner. « On est passés de 27 500 consultations en 2022 à 32 500 en 2023, expose le Pr Mortier. À effectifs constants, évidemment. »

Le manque de spécialistes, mais aussi de généralistes, se répercute puissamment sur le secteur hospitalier. « Les gens n'ont plus de généraliste pour les soins primaires, comme une plaque d'eczéma, note Delphine Staumont-Sallé. On doit donc absorber la consultation tout-venant, ainsi que le suivi, qui était autrefois assurés par la médecine de ville. C'est un peu comme si vous alliez chez le cardiologue pour une prise de tension artérielle. »

Même si le CHU ne refuse pas les nouveaux patients (mais inutile d'espérer un rendez-vous pour une petite verrue), « on arrive à un plafond » en termes de capacité d'accueil, redoute Delphine Staumont-Sallé. ■



## → Le boom de la téléexpertise

Un remède à la pénurie ? Un palliatif, plutôt. Avalisée depuis 2019, après une phase expérimentale, la téléexpertise (à ne pas confondre avec la téléconsultation, à savoir la consultation d'un médecin en visio, peu adaptée à la dermatologie) continue de faire son trou.

Elle permet à un médecin généraliste de solliciter l'avis d'un spécialiste pour diagnostiquer et traiter un patient. Une planche de salut pour les habitants de secteurs dépourvus de dermatologues. « On a été pionniers sur la téléexpertise, et aujourd'hui on donne trente avis par jour », décrit le Pr Modiano. Le succès a pris le CHU par surprise : « On fait ça depuis un an et demi, et ça a démarré en flèche tout de suite, décrit le Pr Mortier. C'est de la dermatologie de première ligne. On donne environ 300 à 400 avis par mois, et dans 30 % des cas environ, on parvient à apporter une solution par ce biais. »

Ce qui fait autant de patients en moins à l'accueil de l'hôpital. « Mais c'est chronophage, et on doit se limiter au Nord et au Pas-de-Calais pour canaliser l'activité », tempère le spécialiste. ■

« On a été pionniers sur la téléexpertise, et aujourd'hui on donne trente avis par jour... C'est de la dermatologie de première ligne. »

## → La piste belge

Passer la frontière. C'est le bon plan que s'échangent les patients français en mal de dermato. L'herbe serait plus verte, et les délais moins longs, en Belgique. « On est actuellement sur une attente de quatre mois pour un rendez-vous bénin », indique Guillaume Delbecq, le directeur administratif du centre hospitalier de Mouscron.

De quoi séduire les habitants de la métropole lilloise ? « La dermatologie est la spécialité où la proportion de patients français est la plus élevée, reprend M. Delbecq. Une proportion de 17 %, stable sur les dernières années. » Les hôpitaux des agglomérations lilloise et mouscronnoise sont liés par une convention franco-belge d'accès aux soins transfrontaliers, qui permet la prise en charge des patients sans distinction de nationalité. « Mais il n'y a pas un aspirateur à patients en Belgique, insiste Guillaume Delbecq. On est dans une logique de soutien réciproque, et de coopération avec les hôpitaux français, Roubaix et Tourcoing notamment. » ■



**crocodile**  
BUFFETS & GRILL

Une expérience gourmande

**Retrouvez-nous dans la métropole lilloise**  
Englos - Faches-Thumesnil - Tourcoing - Villeneuve d'Ascq

www.restaurantscrocodile.fr

Pour votre santé, mangez au moins 5 fruits et légumes par jour. mangerbouger.fr